

DANS L'ACTUALITE du 11 au 14 décembre 2015

Textes officiels

JORF n° 0289 du 13 décembre 2015

Fixation du périmètre et du siège d'établissements publics territoriaux composant la métropole du Grand Paris

Décret n° 2015-1655 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Antony

Décret n° 2015-1656 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Meudon

<u>Décret n° 2015-1657 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le</u> <u>périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Nanterre</u>

<u>Décret n° 2015-1658 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est Gennevilliers</u>

<u>Décret n° 2015-1659 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le</u> périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Saint-Denis

Décret n° 2015-1660 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Aulnay-sous-Bois

Décret n° 2015-1661 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Romainville

Décret n° 2015-1662 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Noisy-le-Grand

Décret n° 2015-1663 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Champigny-sur-Marne

Décret n° 2015-1664 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Créteil

Décret n° 2015-1665 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Vitry-sur-Seine

JORF n° 0287 du 11 décembre 2015

Règles financières et fiscales applicables à la métropole du Grand Paris, aux établissements publics territoriaux et aux communes situés dans ses limites territoriales

Ordonnance n° 2015-1630 du 10 décembre 2015 complétant et précisant les règles financières et fiscales applicables à la métropole du Grand Paris, aux établissements publics territoriaux et aux communes situés dans ses limites territoriales

Modification et simplification du régime des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et de la prévention des risques

Décret n° 2015-1614 du 9 décembre 2015 modifiant et simplifiant le régime des installations classées pour la protection de l'environnement et relatif à la prévention des risques

Modalités de mise en œuvre et de gouvernance du label « Transition énergétique et écologique pour le climat »

<u>Décret n° 2015-1615 du 10 décembre 2015 relatif au label « Transition énergétique et écologique pour le climat »</u>

Jurisprudence

Prorogation du délai du permis de construire

CE 11 décembre 2015 la société La Compagnie du vent, req. n° 371567

Indemnisation des retards dans l'exécution des marchés

CAA Bordeaux 1er décembre 2015 société Spie Ouest-Centre, req. n° 13BX02419

Vu par ailleurs

Contrat public

Projet de décret « marchés publics » : l'Association des acheteurs publics relève « des

imprécisions »

A l'occasion d'une conférence de presse organisée le 10 décembre 2015, l'association des acheteurs publics (AAP) a souligné certaines imprécisions et omissions quant au futur projet

de décret "Marchés publics", qui pourraient avoir des répercussions pour les petites

collectivités.

Source: la gazette des communes du 11/12/2015

Décret marchés publics : une quarantaine d'articles à retoucher selon l'Association des

acheteurs publics

Pour l'AAP, le projet de décret soumis à consultation publique par Bercy alourdit en l'état la

tâche administrative pesant sur les personnes publiques. Peut mieux faire, en somme.

Source: le Moniteur du 10/12/2015

Projet de loi de ratification de l'ordonnance marchés publics : les travaux reprennent

Un rapporteur vient d'être nommé par la commission des lois du Sénat. Objectif : un examen

du texte d'ici avril 2016.

Source: le Moniteur du 10/12/2015

Urbanisme

Secteurs d'information sur les sols : la pollution mieux prise en compte dans les projets

d'urbanisme

Un décret du 26 octobre est venu fixer les modalités de mise en œuvre de la loi Alur concernant

les secteurs d'information sur les sols (SIS). L'inventaire des terrains pollués sera arrêté, sur avis des élus locaux, par les préfets de département avant le 1er janvier 2019. Les documents

d'urbanisme sont impactés et les propriétaires concernés sont soumis à une nouvelle

obligation d'information.

Source: le Moniteur du 09/12/2015

3

Environnement

Régime des ICPE: la simplification se poursuit

Dématérialisation, amélioration de la participation du public, évaluation des incidences sur l'environnement, figurent parmi la dernière salve de mesures destinées à clarifier le régime des ICPE. Point important : les maires seront désormais systématiquement informés de l'implantation d'une installation classée sur leur territoire.

Source: localtis.info du 14/12/2015

Collectivités territoriales

Juste avant sa création, la métropole voit son financement précisé

A trois semaines de la naissance de la métropole du Grand Paris et des 12 établissements publics territoriaux (EPT) qui vont la constituer, une ordonnance publiée le 11 décembre vient préciser la mécanique complexe de leur financement.

Source: localtis.info du 14/12/2015

La Métropole de Lyon adopte son pacte métropolitain

La Métropole de Lyon, agglomération urbaine au statut unique en France, a adopté jeudi 10 décembre le pacte métropolitain, un "modus vivendi" avec les communes qui la composent, permettant de redéfinir en profondeur les rôles et compétences de chacune.

Source: localtis.info du 14/12/2015

Des territoires mieux armés pour lutter contre le réchauffement

Alors que la Conférence sur le climat touche à sa fin, la Gazette se penche sur les outils à disposition des collectivités locales pour contribuer à la lutte contre le réchauffement climatique. Le plan climat-air-énergie territorial est un outil taillé pour que les collectivités s'approprient les grands objectifs internationaux et préparent leur adaptation. Avec la loi de transition énergétique, ces derniers devront désormais couvrir de nouvelles thématiques comme la qualité de l'air. Ils devront aussi voir plus loin que le patrimoine et les compétences de la collectivité. Tout un programme.

Source : la gazette des communes du 12/12/2015

Transport

Transports urbains : un décret fixe de nouveaux critères de définition

Un décret publié ce 10 décembre définit les transports urbains, non plus par la zone dans laquelle ils prennent place, mais par les caractéristiques propres des services de transport : type de véhicule utilisé, distance entre arrêts, amplitude entre la fréquence à l'heure de pointe et la fréquence en heure creuse.

Source: localtis.info du 11/12/2015

Vu dans les revues

AJDA n° 42-2015 du 14 décembre 2015 p.2358, Sur la nature juridique de l'acte spécial de soustraitance, par Sébastien Palmier

AJDA n° 42-2015 du 14 décembre 2015 p.2382, L'avis des domaines « danthonysé », conclusions de Benoît Bohnert

AJDA n° 42-2015 du 14 décembre 2015 p.2388, Les référés au service de la propriété publique : oh oui!, par Norbert Foulgiuer

DP Construction et urbanisme Bull. n° 470, décembre 2015 p.1, Quelles dérogations au principe « silence vaut acceptation » en matière de construction et d'urbanisme ?, par Olivier Cormier

Presse

Travail du dimanche : un référendum non innocent

Le référendum ne permet pas de figer la future organisation du travail. L'entreprise peut néanmoins avoir un intérêt tactique à l'utiliser.

Source: lesechos.fr du 14/12/2015

5

Travail dominical: de nouvelles mesures incitatives

C'est la réunion de la dernière chance. Lundi 14 décembre, syndicats et patronat vont se remettre autour de la table pour une ultime réunion destinée à trouver un accord national encadrant le travail du dimanche dans l'ensemble de la filière du commerce (habillement, chaussures, etc.).

Source : le Monde du 13/12/2015

L'état d'urgence soumis au Conseil constitutionnel

<u>Le Conseil d'Etat a validé, vendredi, sept assignations à résidence, mais demande aux " sages " d'examiner la loi.</u>

Source : le Monde du 13/12/2015

COP21 : ce que contient le premier accord mondial sur le climat de l'histoire

Approuvé par 195 pays, l'accord de Paris a été ratifié en fin de journée, samedi 12 décembre. Découvrez ce que ce texte historique contient, en 3 points principaux.

Source : le Parisien du 12/12/2015